

# LES EXPÉRIENCES AVEC LA POLICE CHEZ LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE TRANS ET NON BINAIRES AU CANADA :

une perspective intersectionnelle

.....

Ce rapport communautaire provient d'un article de revue publié dans « *Sexuality Research and Social Policy* », disponible gratuitement en ligne ici (disponible en anglais seulement) : <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2>.

**Citez ce rapport** : A. Scheim, H. Santos, S. Ciavarella, J. Vermilion, F. S.E. Arps, N. Adams, K. Nation, G. Bauer. Les Expériences Avec La Police Chez Les Travailleuses Et Travailleurs Du Sexe Trans Et Non Binaires Au Canada. 2023-03-03. Disponible au : <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-avec-la-police-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada>

**Citez l'article de revue** : Scheim, A.I., Santos, H., Ciavarella, S. *et al.* Intersecting Inequalities in Access to Justice for Trans and Non-binary Sex Workers in Canada. *Sex Res Soc Policy* (2023). <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2>.

## Étude

Pendant une période de 10 semaines en 2019, l'équipe de recherche Trans PULSE Canada a recueilli des données auprès de 2 873 personnes trans et non binaires âgées de 14 ans ou plus et vivant au Canada. Les participant-es pouvaient répondre à l'enquête ou à un formulaire court de 10 minutes en ligne, sur papier, par téléphone (avec ou sans interprète), ou sur une tablette avec un ou une pair-associé-e de recherche (uniquement dans les grandes villes). L'enquête était disponible en anglais ou en français. Ce rapport se concentre sur les données de 2 012 participants âgés de 16 ans et plus qui ont répondu à l'enquête complète. L'enquête Trans PULSE Canada

comprenait des questions tirées du projet Trans PULSE de l'Ontario, des questions tirées d'enquêtes de Statistique Canada afin de dresser des comparaisons avec la population générale, et des questions élaborées par des personnes trans et non binaires en fonction des priorités de la communauté. Ce rapport porte sur les priorités identifiées par l'équipe Population Prioritaire – Travailleuse-urs du sexe.

## Question de recherche

En 2014, le Canada a adopté une nouvelle loi sur le travail du sexe (la *Loi sur la protection des communautés et des personnes exploitées*, ou LPCE) qui prétend protéger les travailleuse-urs du sexe en ne cri-

minalisant que les clients<sup>1</sup>. Les travailleuse-eurs du sexe et leurs alliés-es ont contesté cette loi dite d'« élimination de la demande » en faisant valoir qu'elle continue de placer les travailleuse-eurs du sexe – en particulier les travailleurs et travailleuses marginalisées – à risque de violence et de mauvais traitements policiers et de limiter l'accès aux services d'intervention d'urgence<sup>2</sup>. Bien que les travailleurs et travailleuses du sexe trans et non binaires sont susceptibles d'être particulièrement touchés par la criminalisation, les données sur les expériences spécifiques des travailleuse-eurs du sexe trans et non binaires font défaut. Pour pallier ce manque, nous avons utilisé les données de l'enquête Trans PULSE Canada pour décrire les expériences des participant-es avec les forces policières. Notre approche était guidée par l'intersectionnalité, un cadre permettant de comprendre et d'aborder les formes multiples et concomitantes d'oppression telles que la transphobie, le sexisme, le racisme, la stigmatisation du travail du sexe et le classisme. Nous avons donc comparé les expériences en fonction du vécu en matière de travail du sexe, du type de travail, de la communauté ethnoraciale et du sexe assigné à la naissance.

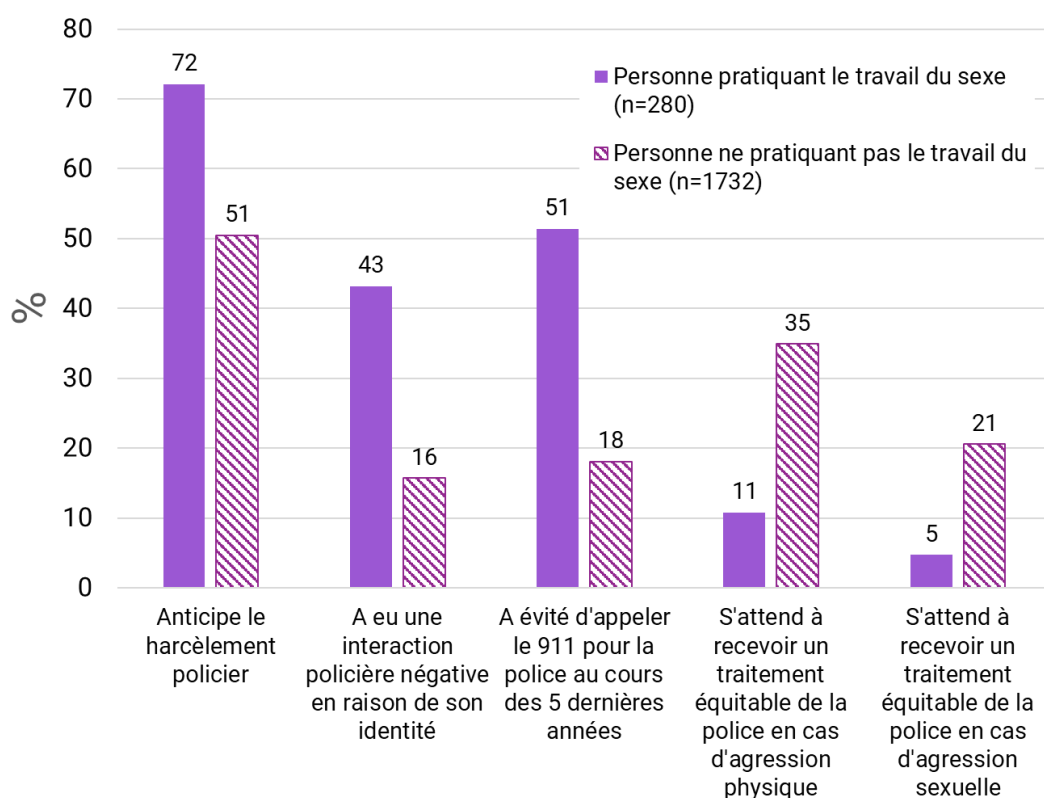
Les données comprises dans ce rapport proviennent d'une publication plus détaillée sur les expériences de violence et l'accès à la justice chez les travailleuse-eurs du sexe trans et non binaires, disponible gratuitement en ligne ici : <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2> (disponible en anglais seulement). Un rapport

communautaire complémentaire sur les expériences de violence est disponible ici : [transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-de-violence-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada/](https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-de-violence-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada/) (disponible en anglais et en français).

## Interprétation des résultats

Bien que Trans PULSE Canada ait eu recours à de nombreuses approches pour rendre le sondage accessible, il n'a pas été possible d'effectuer un échantillonnage aléatoire de la population trans et non binaire. Par conséquent, on ne peut présumer que les résultats de l'enquête représentent les données démographiques réelles de la population. Par exemple, le fait que 16 % des participant-es inclus-es dans cette analyse aient fait du travail du sexe ne signifie pas que 16 % de toutes les personnes trans et non binaires au Canada ont fait du travail du sexe. Il est également important de noter que ce rapport ne com-

**Figure 1 : Expériences policières selon l'historique de travail du sexe**



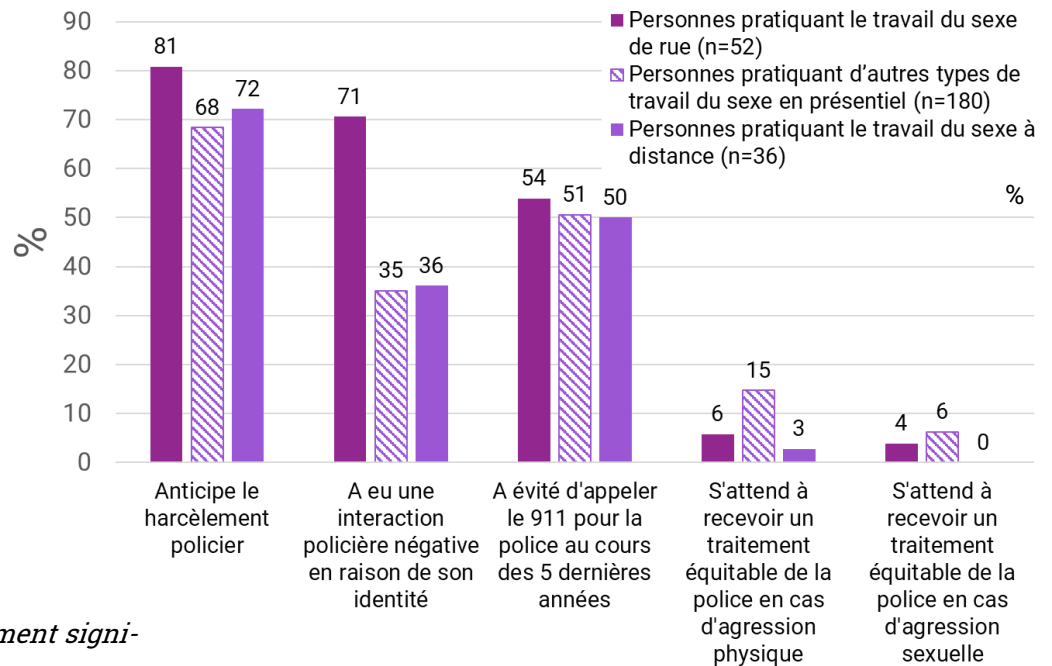
tient que les données des participant·es qui ont rempli la version intégrale de l'enquête, et que les personnes pratiquant actuellement le travail du sexe étaient plus susceptibles de remplir la version abrégée.

Dans ce rapport, nous utilisons des figures pour décrire les résultats de l'étude. Les différences entre les groupes représentées dans les figures ne sont pas toutes *statistiquement significatives*. Les différences *statistiquement significatives* sont moins susceptibles d'être dues uniquement au hasard. Toutes les différences mentionnées dans ce rapport sont statistiquement significatives. Les différences qui ne sont pas statistiquement significatives doivent être interprétées avec prudence; elles peuvent signifier qu'il n'existe aucune différence réelle ou que le nombre de participant·es dans chaque groupe n'était pas suffisant pour déceler une différence.

## Résultats

Parmi les 2 012 participant·es, 280 (16 %) avaient déjà pratiqué le travail du sexe. Parmi les travailleuse·eurs du sexe, 64 % étaient des personnes assignées femme à la naissance, 54 % étaient non binaires, 15 % étaient autochtones et 13 % étaient des personnes racisées non autochtones. Les participant·es racisé·es non autochtones revendiquaient les origines ethnoraciales suivantes : noires africaines (20 % des travailleuse·eurs du sexe racisé·es et 5 % des non-travailleuse·eurs du sexe racisé·es), noires caribéennes (9 % et 6 %), noires canadiennes ou noires américaines (11 % et 5 %), asiatiques de l'Est (14

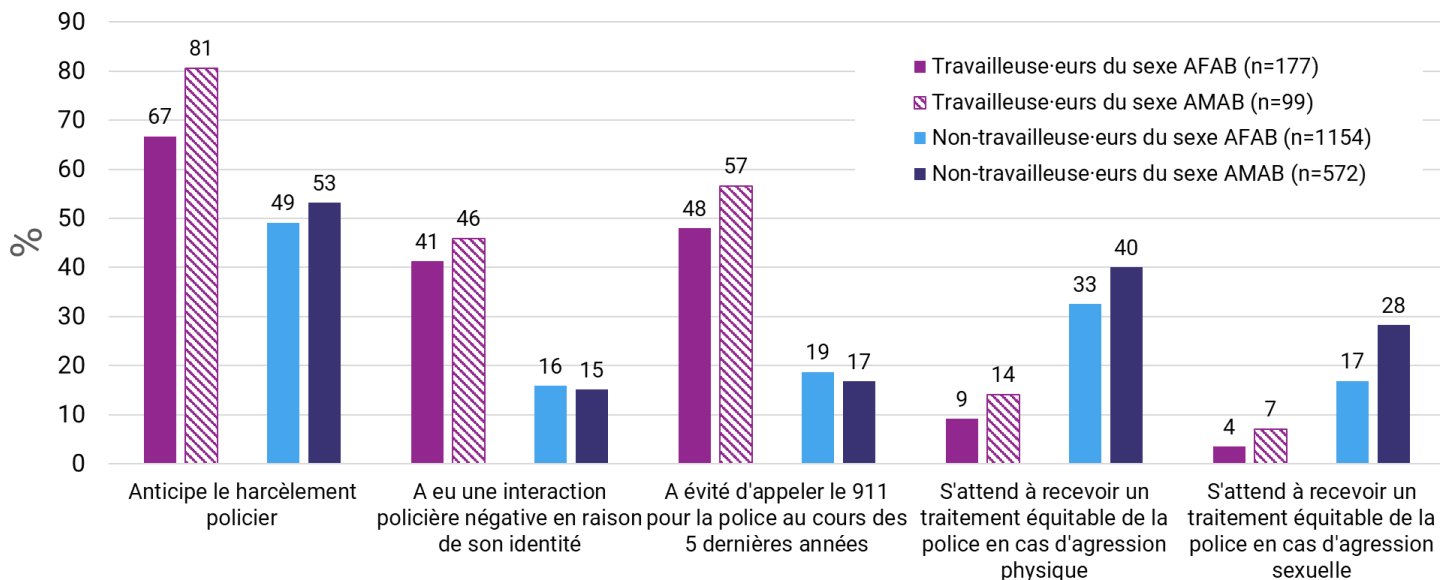
**Figure 2 : Expériences policières selon le type de travail du sexe**



et 33 %), indo-caribéennes (11 % et 3 %), latino-américaines (11 % et 12 %), moyen-orientales (17 % et 10 %), asiatiques du Sud (20 % et 17 %) et/ou asiatiques du Sud-Est (11 % et 12 %).

Comme le montre la **figure 1**, les participant·es trans et non binaires ont souvent eu des expériences négatives avec la police. Toutefois, ces mauvaises expériences étaient plus nombreuses chez les travailleuse·eurs du sexe. Autrement dit, les travailleuse·eurs du sexe étaient beaucoup plus susceptibles d'anticiper (72 % contre 51 %) ou de subir (43 % contre 16 %) des interactions négatives avec la police (p. ex. se faire interpellé et interrogé injustement, se faire fouillé injustement ou se faire arrêter injustement) en raison de leur identité. Pareillement, les travailleuse·eurs du sexe étaient plus susceptibles d'avoir évité d'appeler le 911 pour la police alors qu'ils avaient besoin de services d'urgence au cours des cinq années précédentes (51 % contre 18 %). Une minorité de répondant·es avaient confiance dans le fait qu'ils feraient l'objet d'un traitement équitable par la police ou les tribunaux s'ils étaient victimes de violence, ce qui était nettement plus rare chez les

**Figure 3 : Expériences policières selon le sexe assigné à la naissance\***



\*Personne assignée femme à la naissance (AFAB); Personne assignée homme à la naissance (AMAB)

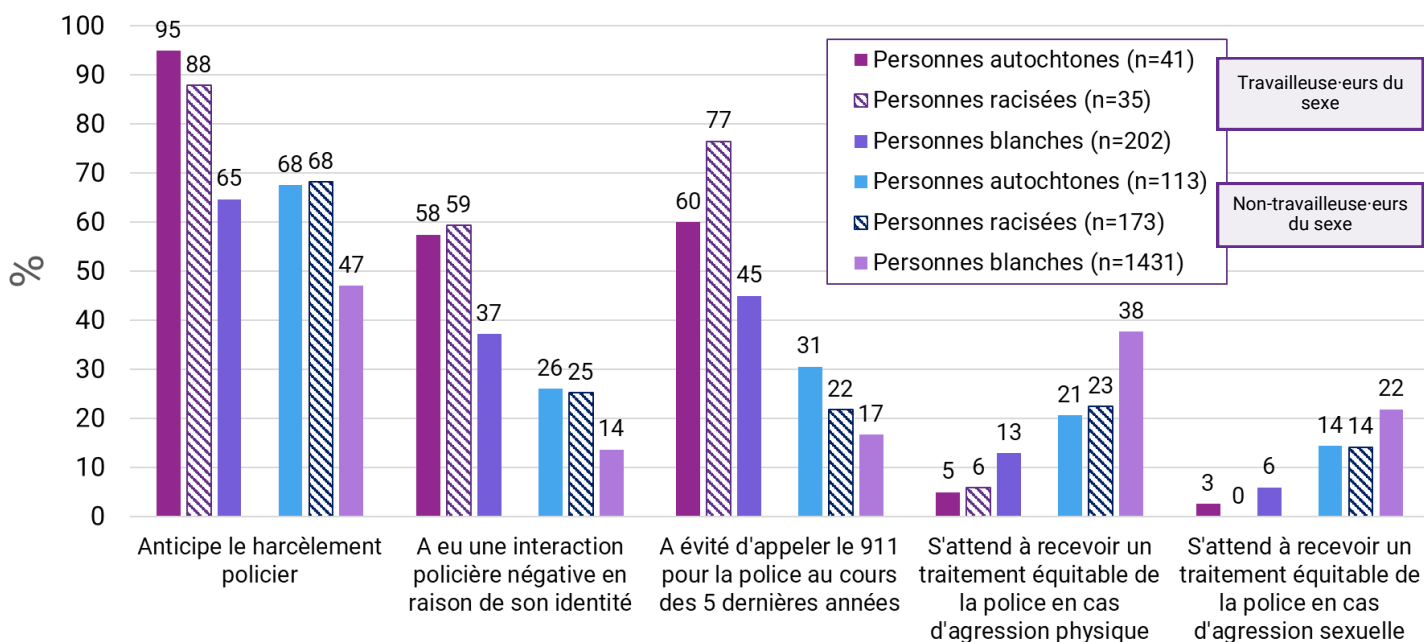
travailleuses-eurs du sexe (11 % contre 35 % pour la violence physique et 5 % contre 21 % pour la violence sexuelle).

En comparant les travailleuse-eurs du sexe par type de travail (figure 2), nous avons constaté que les participant-es qui travaillaient dans la rue étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir eu des interactions policières négatives (71 %) que les autres travailleuse-eurs du sexe en présentiel (35 %) ou les travail-

leuse-eurs du sexe à distance (36 %).

Ensuite, nous avons examiné les différences selon le sexe assigné à la naissance et le type de travail du sexe (figure 3). Il existe peu de différences significatives entre les participant-es AFAB et AMAB en ce qui concerne les expériences policières dans l'ensemble. Cependant, les travailleuse-eurs du sexe AMAB étaient plus susceptibles que les travail-

**Figure 4 : Expériences policières par groupe ethnoracial**



AMAB étaient plus susceptibles que les travailleuse-urs du sexe AFAB d'anticiper le harcèlement policier (81 % contre 67 %).

La **figure 4** ventile les résultats par groupe ethnoracial et par historique de travail du sexe. De grandes inégalités au niveau des expériences policières ont été constatées en comparant les personnes autochtones et racisées à leurs paires trans et non binaires blanches, tant du côté des travailleuse-urs du sexe que des autres participant·es. Par exemple, la plupart des travailleuse-urs du sexe autochtones (95 %) et racisé·es (88 %) s'attendaient à se faire harceler par la police, contre 65 % des travailleuse-urs du sexe de race blanche. De même, 68 % de chaque groupe ont été victimes de harcèlement policier abusif, contre 47 % des travailleuse-urs du sexe de race blanche. De plus, les travailleuse-urs du sexe racisé·es étaient plus susceptibles d'avoir évité d'appeler le 911 pour la police que les travailleuse-urs du sexe de race blanche (77 % contre 45 %). Il importe de noter que presque aucune personne autochtone ou racisée pratiquant le travail du sexe ne s'attendait à un traitement équitable de la part de la police et des tribunaux en cas de violence (0 % à 6 %).

## Implications

Les participant·es à l'étude Trans PULSE Canada ont rapporté des niveaux élevés de mauvais traitements policiers et de méfiance à l'égard de la police dans l'ensemble, mais les niveaux étaient beaucoup plus élevés chez les travailleuse-urs du sexe. Signe de l'importance d'une approche intersectionnelle, nous avons constaté que les travailleuse-urs du sexe autochtones et racisé·es avaient les expériences policières et les attentes envers la police les plus négatives. Sur 76 travailleur·euses du sexe autochtones ou racisé·es, une seule personne s'attendait à un traitement équitable de la part de la police et des tribunaux en cas d'agression sexuelle. Les travailleuse-urs de rue étaient également plus suscep-

tibles de subir des mauvais traitements de la part de la police. Ces résultats démontrent les effets combinés de la stigmatisation du travail du sexe, du racisme et du colonialisme, ainsi que du ciblage des travailleuse-urs de rue par la police.

Bien que confronté·es à des niveaux de violence plus élevés que les autres personnes trans et non binaires (voir le rapport communautaire complémentaire *Les expériences de violence chez les travailleuses et travailleurs du sexe trans et non binaires au Canada : une perspective intersectionnelle*, disponible [ici](#)), les travailleuse-urs du sexe étaient moins susceptibles d'avoir recours à la police et au système de justice pénale. Au contraire, la police était une source de préjudice pour bien des participant·es. C'est pourquoi, dans notre rapport complémentaire sur les expériences de violence, nous formulons des recommandations de services de prévention et de réponse à la violence pour les travailleuse-urs du sexe trans et non binaires qui n'impliquent pas la police ou le système judiciaire<sup>3</sup>. Il s'agit notamment de systèmes de signalement des mauvais clients, de counseling et de soutien par les pairs, et de politiques de logement favorables aux travailleuse-urs du sexe.

Pour mettre fin aux mauvais traitements infligés par la police aux travailleuse-urs du sexe trans et non binaires et pour améliorer leur accès à la justice, des changements structurels sont nécessaires, et ce, tant au niveau des lois entourant le travail du sexe que de la police. Les travailleuse-urs du sexe ont appelé à la décriminalisation totale du travail du sexe, y compris l'abrogation de la LPCPVE. Bien que la vente de services sexuels ne soit pas criminalisée en soi au Canada, de nombreuses activités connexes au travail du sexe (dont les stratégies déployées par les travailleuse-urs du sexe pour améliorer leur sécurité) sont criminalisées<sup>1</sup>, ce qui contribue à une méfiance justifiée envers la police de la part des travailleuse-urs du sexe et favorise l'impunité des policiers qui maltraitent les travailleuse-urs du sexe.

Des réformes policières plus larges sont nécessaires pour remédier aux inégalités en matière de mauvais traitements policiers et d'accès à la justice pour les personnes autochtones et racisées trans et non binaires, qu'elles pratiquent ou non le travail du sexe. Il s'agit notamment de mettre en œuvre les appels à l'action en matière de justice énumérés dans l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées, en particulier les points 5.6 (soutien aux personnes autochtones victimes de crimes) et 5.7 (création d'organes civils autochtones de surveillance de la police, y compris pour les personnes 2SLGBTQIA).

## Remerciements

L'équipe de Trans PULSE Canada comprend plus de 100 personnes qui ont contribué de différentes manières au projet. Nous tenons à souligner la précieuse contribution des personnes suivantes : Aaron Devor, Adrian Edgar, Alisa Grigorovich, Alyx MacAdams, Ander Swift, Angel Glady, Anna Martha Vaitzes Fontanari, Asha Jibril, Ayden Scheim, Bretton Fosbrook, Caiden Chih, Callie Lugosi, Carol Lopez Ricote, Charlie Davis, Connie Merasty, Dominic Beau-lieu-Prévost, Drew Burchell, Elie Darling, Emily Nun- ez, Eva Legare-Tremblay, Fae Johnstone, Fin Gareau, Françoise Susset, Frédéric S. E. Arps, Gioi Tran Minh, Greta Bauer, Hannah Kia, Jack Saddleback, Jacq Basseur, Jaimie Veale, Jelena Vermilion, Jordan Zaitzow, Joseph Moore, Julie Temple-Newhook, j wallace skelton, Keegan Prempeh, Kelendria Nation, Kimberly Dhaliwal, Kohenet Talia Johnson, Kusha Dadui, Kylie Brooks, Leo Rutherford, Marcella Daye, Mayuri Mahendran, Meghan Smith, Moomtaz Kha- toon, M. Roberts, Naja, Nathan Lachowsky, Nik Red- man, Noah Adams, Peetanacoot (Winnie) Nenakawe- kapo, Parker L., Rainbow Hunt, Randy Jackson, Reann Legge, Rebecca Hammond, Reece Malone, Renée Masching, Renu Shonek, Robb Travers, Rosalyn Forrester, Roxane Nadeau, Sharp Dopler, Shaz Islam, Siobhan Churchill, Skylar Sookpaiboon, Sophia Ciavarella, T.F., Todd Coleman, Tony Kourie, William Flett, Yasmeen Persad, et 36 autres membres anonymes de l'équipe. Nous vous remercions !

## Références

1. Gouvernement du Canada. (2022). Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation (2014). Disponible au : [https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2014\\_25/page-1.html](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2014_25/page-1.html)
2. Crago, A. L., Bruckert, C., Braschel, M. et Shannon, K. (2021). Sex workers' access to police assistance in safety emergencies and means of escape from situations of violence and confinement under an "end demand" criminalization model: A five city study in Canada. *Social Sciences*, 10(13). <https://doi.org/10.3390/socsci10010013>
3. Scheim, A. I., Santos, H., Ciavarella, S., Vermilion, Jelena, J., Arps, F. S. E., Adams, N., Nation, K. et Bauer, G. R. (2023). Les Expériences de Violence Chez les Travailleuses et Travailleurs du Sexe Trans et Non Binaires au Canada: une perspective intersectionnelle. *Trans PULSE Canada Community Report*. <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-de-violence-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada/>

### Auteur·e·s collaborateurs/collaboratrices:

Ayden I. Scheim, Heather Santos, Sophia Ciavarella, Jelena Vermilion, Freddie S.E. Arps, Noah Adams, Kelendria Nation, Greta R. Bauer

Les rapports, présentations et articles peuvent être téléchargés en visitant le site :

**[transpulsecanada.ca/fr](https://transpulsecanada.ca/fr)**

Pour plus de renseignements :  
**[info@transpulsecanada.ca](mailto:info@transpulsecanada.ca)**

Ce projet est financé par les Instituts de recherche en santé du Canada.

